

L'implantation du RN dans la société française et ses temporalités depuis 2015



Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

This research note traces how the RN's rise in France since 2015 was less a sudden surge than a gradual normalization. Drawing on ten years of surveys, it shows shifting perceptions in general and among executives and retirees, revealing that socio-economic anxieties-especially fears of globalization-now outweigh xenophobia in explaining RN's broadening appeal and historic electoral success.

Les succès électoraux que le RN a connus depuis 2022 lors de plusieurs scrutins nationaux (élection présidentielle de 2022, élections européennes et législatives de 2024) ne se sont pas déclenchés brutalement mais ont été rendus possibles par une acceptation plus large par la société française de ce qu'il représentait.

L'idée qu'il était dangereux pour la démocratie s'est amenuisée entre 2015 et 2024 tout comme celle qu'il était extrémiste ou xénophobe alors que sa proximité aux préoccupations des électeurs était de plus en plus reconnue par divers groupes sociaux tout comme sa capacité à gouverner le pays. Cette intégration dans le champ de la politique légitime a précédé ses victoires électorales. Ces dernières sont alors venues confirmer une banalisation déjà accomplie qui le sortait de la périphérie où il était cantonné depuis la création du Front national par Jean-Marie Le Pen au début des années 1970.

Cette acceptation de l'offre politique du RN par des catégories sociales diversifiées l'ont écarté du modèle populiste ordinaire ou historique qui suppose la mise en place d'un parti exprimant les revendications des plus pauvres, paysans sans terre ou bien ouvriers au chômage, et leur lutte contre les élites économiques. Il est cependant erroné de soutenir que cette banalisation s'est produite du fait d'une diffusion massive de la xénophobie ou d'un racisme systémique qui aurait saisi une grande partie des électeurs en quelques années sans que l'on ne sache d'ailleurs ni pourquoi ni comment. La série d'enquêtes menées dans le cadre du dispositif Fractures françaises montre bien dans le même temps la diminution des représentations racistes ou xénophobes dans la société française, une observation confirmée par d'autres enquêtes sur le long terme¹. C'est bien le rejet de la mondialisation comme menace pour l'économie ou la culture française qui reste au cœur de l'adhésion non pas tant aux thèses du RN qu'à ce qu'il représente sur le champ politique français, à savoir l'attente d'une maîtrise retrouvée des destins individuels et collectifs.

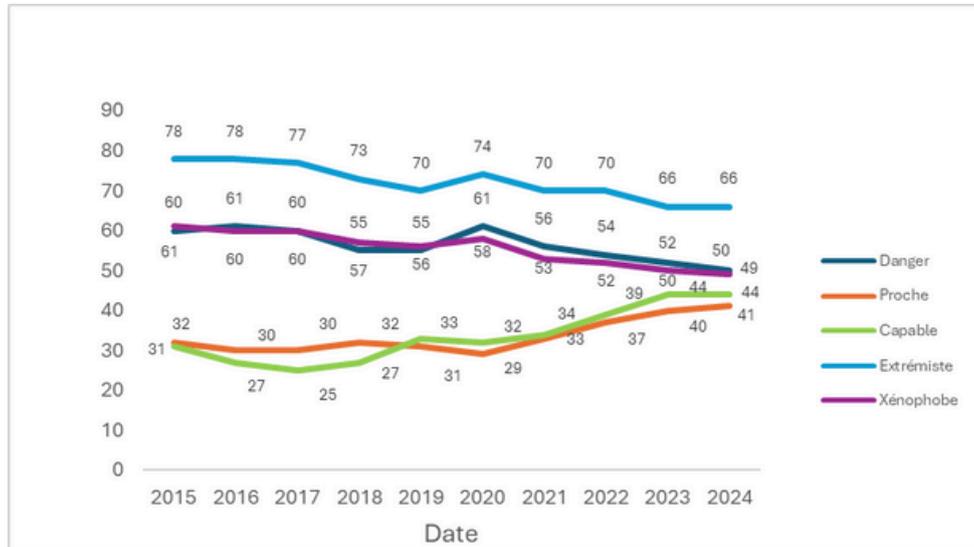
[1] CNCNDH, *Rapport 2023 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, Paris, 2024, www.cncndh.fr.

L'analyse longitudinale menée sur dix ans permet également d'observer des temporalités différentes dans l'acceptation ou le moindre rejet du RN de la part de divers groupes sociaux en fonction de leurs diplômes et de leur place dans la hiérarchie sociale. On étudiera ici tout particulièrement les ouvriers, cœur électoral du FN puis du RN, mais également les cadres et les retraités dont le ralliement a constitué un apport électoral précieux dans la lutte que le RN mène contre la droite modérée.

Un changement d'image partiel

Si le RN est de plus en plus crédité d'une capacité à diriger le pays et si une proportion croissante d'enquêtés considère qu'il est proche de ses préoccupations, il n'en demeure pas moins vrai que les deux tiers des enquêtés estiment en 2024 qu'il reste un parti d'extrême-droite. On peut également observer que la moitié d'entre eux pensent qu'il constitue toujours un danger pour la démocratie, ce qui n'est pas nécessairement le signe d'une inquiétude car la proportion de ceux qui pensent qu'il existe d'autres régimes politiques plus intéressants que la démocratie n'a pas cessé de grimper dans le même temps. En 2015, 74% des enquêtés considéraient que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible » alors que 26% estimaient au contraire que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». En 2024, la proportion des enquêtés défendant la première proposition était de 65% alors que 35% préféreraient la seconde. Mais la fracture entre ceux qui soutiennent ou admettent le RN et les autres s'est élargie dans la même période bien que l'on observe une érosion générale du soutien au régime démocratique. Ceux qui considèrent en 2015 que le RN constitue un danger pour la démocratie sont 78% à penser que le régime démocratique est irremplaçable contre 73% en 2024, ceux qui estiment qu'il est un parti d'extrême-droite sont 78% à penser de même en 2015 contre 72% en 2024, ceux qui le voient comme un parti xénophobe sont 82% à défendre le régime démocratique contre 76% en 2024. Mais l'écart s'est creusé dans le même temps avec ceux qui considèrent que le RN est proche de leurs préoccupations puisque 62% défendaient le régime démocratique en 2015 contre 53% en 2024 ou avec ceux, et ce sont souvent les mêmes, qui considèrent qu'il est capable de gouverner le pays puisque la proportion de ceux qui défendent le régime démocratique passe chez eux de 62% en 2015 à 55% en 2024. Autrement dit, à peine la moitié de ceux qui soutiennent le RN en 2024 semblent attachés au régime démocratique contre les trois-quarts de ceux qui le qualifient de manière négative.

Graphique n°1 - Le changement d'image du RN entre 2015 et 2024
(% en moyenne)



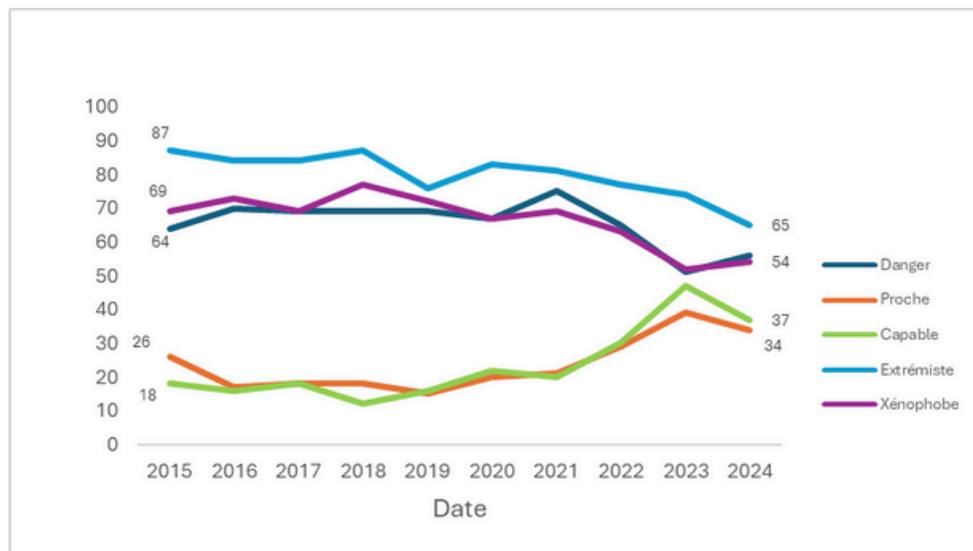
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

La distribution moyenne des réponses concernant les cinq caractéristiques du RN que l'on a retenues ne permet cependant pas de mesurer l'élargissement social de sa base électorale. Deux des principaux facteurs de la réussite électorale récente du RN tiennent, d'une part, à l'attraction qu'il exerce auprès d'électeurs des classes moyennes ou supérieures diplômées, autrefois très rétives au vote d'extrême-droite et, d'autre part, au rapprochement des retraités qui s'affirme dans les années 2020 alors que cet électorat avait toujours été proche auparavant de la droite modérée incarnée par LR, l'UDI, le MoDem ou Renaissance. Il faut donc examiner de plus près l'évolution de ces catégories.

Un ancrage plus important chez les cadres

Comme le montre le graphique 2, c'est à partir de 2021 que les représentations des cadres à l'égard du RN évoluent, notamment sur le point de savoir s'il est proche de leurs préoccupations et capable de gouverner le pays. C'est également à ce moment que les courbes mesurant l'adhésion aux questions portant sur la xénophobie du RN, ou le danger qu'il représente pour la démocratie, commencent à s'infléchir. Mais c'est bien à partir des élections de 2022 que le rapprochement des cadres et du RN s'affirme clairement alors que cet engouement semble s'atténuer en 2024 à la suite des élections législatives puis de la censure du gouvernement Barnier qui ont créé une situation démocratique particulièrement instable.

Graphique n°2 - La perception du RN chez les cadres actifs (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

La comparaison avec les ouvriers montre que la temporalité n'est pas la même dans les différentes catégories socioprofessionnelles. Comme le montre le graphique 3, on enregistre chez les ouvriers une augmentation de la proportion de ceux qui pensent que le RN est proche d'eux et qu'il est capable de gouverner dès 2017, ce qui s'associe à une baisse également marquée de la proportion de ceux qui pensent que le RN est un parti d'extrême-droite, xénophobe et présentant un danger pour la démocratie. Les qualifications positives n'ont jamais atteint ensuite le même niveau. On peut émettre l'hypothèse que la crise des Gilets jaunes, qui débute fin 2018 pour s'arrêter au printemps 2019, favorise alors une perception positive du RN qui a pu apparaître comme une solution alternative pour mettre en œuvre les revendications des manifestants (démocratie directe, amélioration des conditions sociales et d'accès aux services publics, critique de l'État et de son indifférence à la réalité quotidienne). Un an plus tard, en 2020, les courbes s'infléchissent dans l'autre sens, ce qui pourrait être également un des effets indirects de la crise de la Covid-19 qui voit le gouvernement reprendre la main sur la situation alors qu'une partie du RN développe des thèses antivax et semble démunie idéologiquement, tout comme La France insoumise, face aux effets sociopolitiques de la pandémie².

[2] Virginie Tournay, « Refuser la vaccination : analyse d'une passion française », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 12, février 2021, 16 p.
www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/NoteBaroV12_VT_vaccination_fevrier2021_version_finale-1.pdf

Graphique n°3 - La perception du RN chez les ouvriers actifs (%)

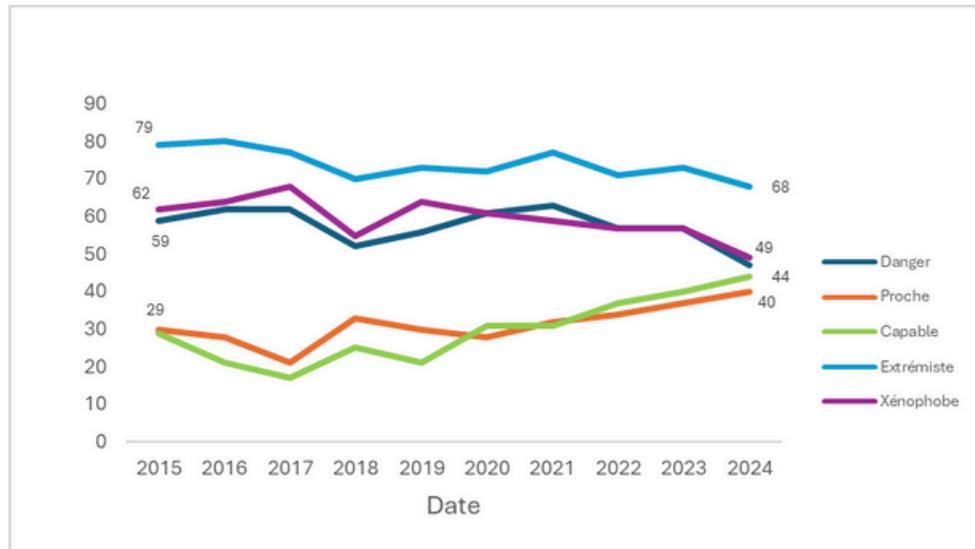


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

La conversion des retraités

La temporalité du ralliement au RN est encore différente chez les retraités dont la migration de la droite vers les droites radicales a changé le centre de gravité des enjeux électoraux. Les courbes concernant la proximité du RN et sa capacité à gouverner le pays fléchissent à partir de 2018 et donc très tôt, dès le premier mandat d'Emmanuel Macron, alors que le regard que les retraités portent sur l'extrémisme du RN ou le danger potentiel qu'il représente pour la démocratie ne change que plus tard, la proportion de ces caractéristiques négatives baissant régulièrement à partir de 2021. On peut mesurer ici les effets du travail de normalisation du parti qui se désulfurise progressivement. Mais on mesure également chez les retraités, comme chez les cadres, la représentation paradoxale d'un RN qui apparaît comme de plus en plus proche et capable de gérer le pays tout en étant encore largement considéré avec suspicion dans son rapport à la démocratie ou dans ses valeurs culturelles.

Graphique n°4 - La perception du RN chez les retraités (%)

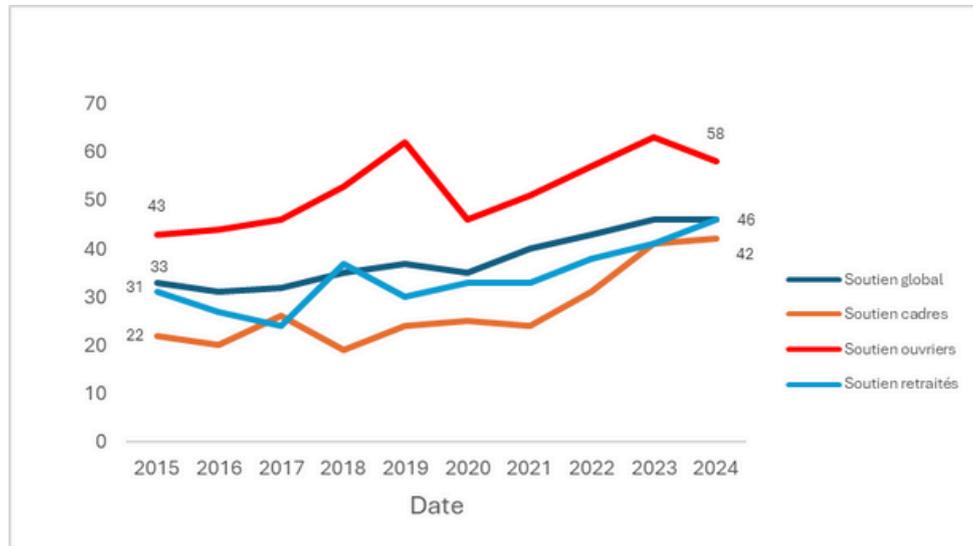


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Ce qui joue le plus dans le soutien au RN

Les facteurs de rapprochement avec le RN ont-ils évolué dans le temps ? Pour répondre à cette question, on peut comparer la situation mesurée en 2015 et celle qui a été mesurée en 2024. Afin de mesurer le soutien global au RN, on a construit un indice reposant sur les réponses positives aux questions portant sur le fait de se sentir proche de lui, de le considérer comme capable de gouverner le pays et sur les réponses négatives aux questions portant sur sa xénophobie, le danger qu'il représente pour la démocratie et sur le fait qu'il constitue un parti d'extrême-droite. On dispose donc d'un indice allant de 0 à 5 que l'on a dichotomisé en un niveau bas de soutien (aucune ou deux réponses positives) et un niveau élevé de soutien (entre trois et cinq réponses positives). L'évolution de la partie haute de l'indice est indiquée dans le graphique 5 comme celle du soutien fort apporté au RN sur la période par les cadres, les ouvriers et les retraités.

Graphique n°5 - Évolution du soutien global au RN (% de la partie haute de l'indice)

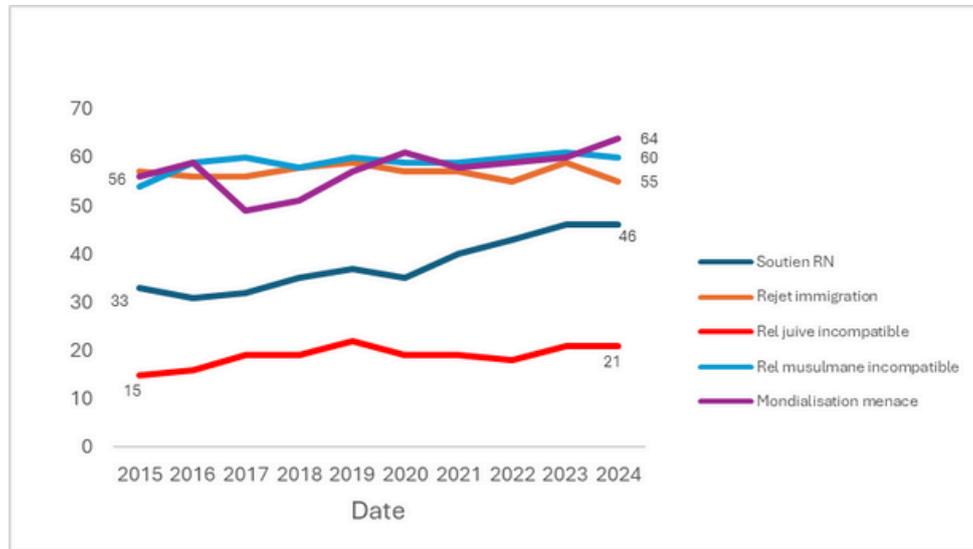


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Est-ce que ce soutien global au RN évolue en fonction d'une hausse sensible de la xénophobie dans la société française ou bien en relation avec d'autres facteurs parmi ceux que l'on peut isoler dans l'enquête Fractures françaises ? Pour analyser l'évolution des valeurs entre 2015 et 2024, on a construit un indice de rejet de l'immigration qui repose sur les réponses positives aux affirmations « aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant » et « pour réduire le nombre des chômeurs, il faudrait réduire le nombre des immigrés » et les réponses négatives à la proposition « d'une manière générale, les immigrés font des efforts pour s'intégrer ». On dispose donc d'un indice allant de 0 à 3 puis dichotomisé en deux niveaux. On a également pris la mesure du rejet de la religion juive et de la religion musulmane à travers les réponses aux questions portant sur leur compatibilité avec les valeurs de la société française.

Comme le montre le graphique 6, alors que l'indice de rejet de l'immigration reste très stable à un niveau élevé, tout comme l'indice de rejet de la religion musulmane et l'indice de rejet de la religion juive à un niveau nettement plus faible, du moins depuis 2019, le soutien global au RN est en net progression. Le seul indice ayant augmenté sur la période de référence à partir de 2018 est celui des représentations négatives de la mondialisation considérée comme une menace et non pas comme une opportunité pour la France.

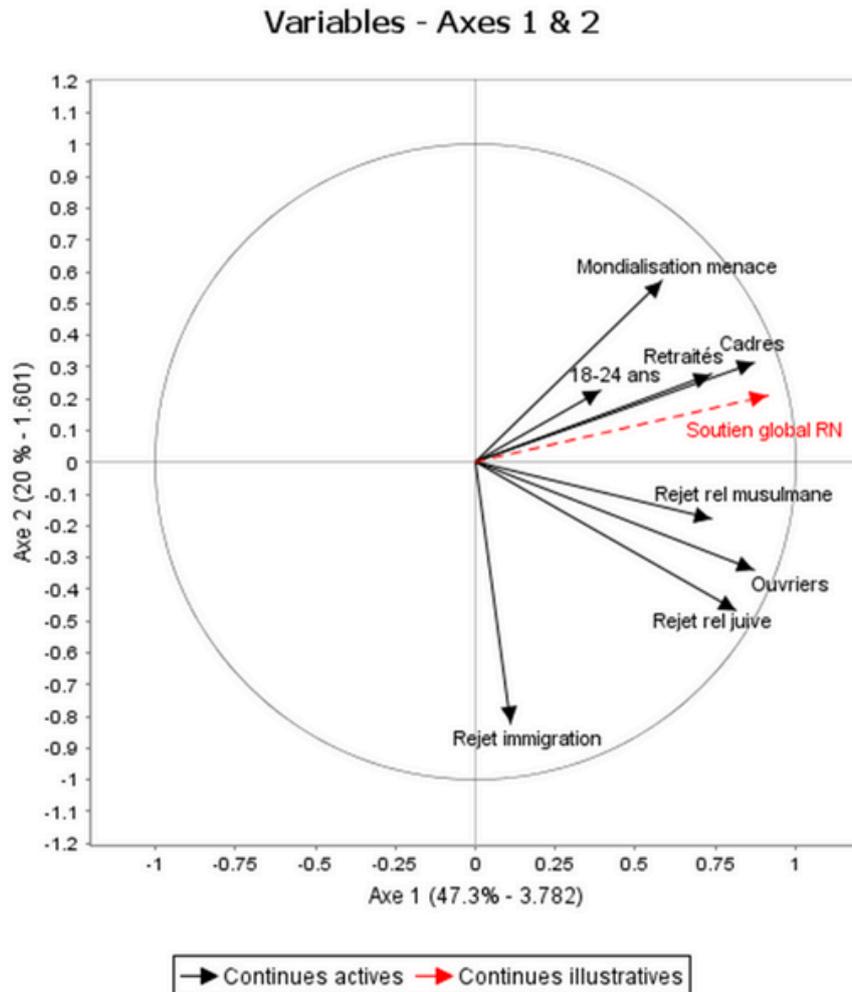
Graphique n°6 - L'évolution des valeurs et le soutien au RN (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Une analyse en composantes principales permet d'apprécier les corrélations entre le soutien apporté respectivement par les cadres, les ouvriers et les retraités au RN, auxquels on a adjoint pour la comparaison les jeunes de 18 à 24 ans, le niveau de l'indice de rejet de l'immigration, le niveau de rejet de la religion juive, le niveau de rejet de la religion musulmane et le niveau de rejet de la mondialisation considérée comme une menace pour la France. En variable illustrative, on a introduit l'indice global de soutien au RN. Comme le montre le plan factoriel (graphique 7), le soutien au RN de la part des cadres et des retraités s'associe davantage à la menace que représente la mondialisation alors que le soutien au RN de la part des ouvriers s'associe au rejet de l'immigration, comme au rejet des religions juive et musulmane, ce qui tend à démontrer que le soutien au RN devient multifactoriel. Mais on peut également observer la distance qui sépare le rejet des religions juive et musulmane et le rejet de l'immigration dans l'adhésion globale au RN ce qui indique que la question des identités religieuses est plus importante que la question de l'immigration en tant que telle.

Graphique n°7 - L'univers statistique du soutien au RN entre 2015 et 2024

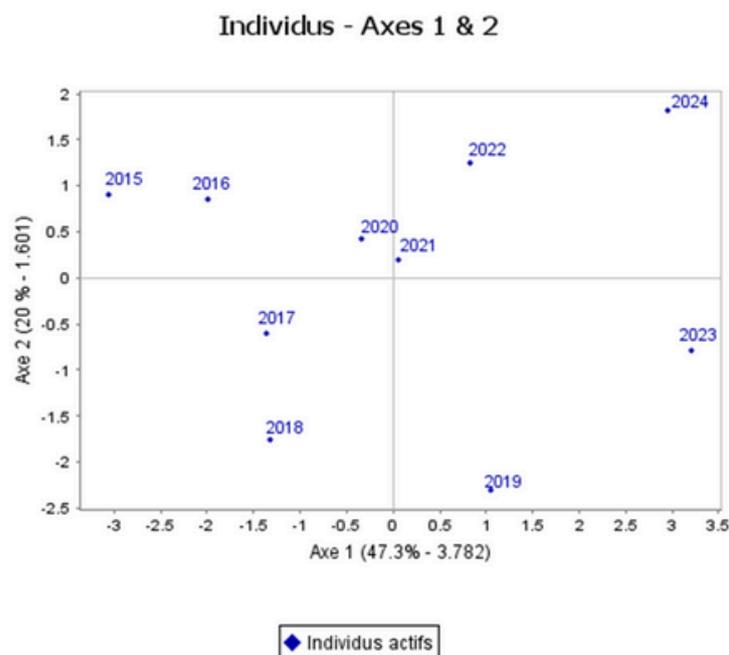


Lecture : l'axe vertical vient organiser les deux dimensions principales du soutien au RN, la menace que représente la mondialisation et le rejet de l'immigration. L'axe horizontal vient organiser le niveau de soutien au RN. Plus l'angle est fermé et plus les variables sont corrélées entre elles. Un angle de 90° indique une indépendance statistique, au-delà une corrélation inverse. Plus les variables sont proches du cercle de corrélation et plus leur représentation est bonne sur le plan factoriel et donc plus leur signification est forte.

Le jeu des temporalités politiques

L'analyse longitudinale menée entre 2015 et 2024 permet donc de mettre au jour des évolutions moyennes mais également des temporalités différentes puisque le ralliement des divers groupes sociaux s'opère à des moments et à des rythmes bien particuliers. À ce titre, les cadres et les retraités abandonnent en partie la droite modérée pour le RN à partir de 2021, ce qui n'est peut-être pas sans relation avec la désorganisation qui caractérise Les Républicains et les conséquences de leur échec électoral de 2017. Le soutien des ouvriers, qui constituent la base électorale historique du FN puis du RN³, va s'accélérer dès l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017 dans une critique forte de la mondialisation et de ses effets sur leurs conditions de travail et de vie, une mondialisation dont le macronisme s'est fait le défenseur. Si l'on utilise les années comme autant d'individus, on obtient un nuage de points, tiré de l'ACP précédente, montrant bien la rupture entre l'avant macronisme et la période de fort soutien au RN qui s'ouvre à partir de 2019, l'année qui suit la crise des Gilets jaunes. Alors que les années 2020 et 2021, dominées par la crise de la Covid-19 et, conséquemment, par le renforcement provisoire du macronisme, ne jouent pas de rôle dans l'analyse factorielle, les années 2023 et 2024 se distinguent dans la mesure où le niveau de soutien global au RN atteint son apex aussi bien chez les ouvriers que chez les cadres et les retraités.

Graphique n°8 - La visualisation du ralliement temporel au RN



Lecture : l'ACP est la première étape d'une classification des individus. Le nuage de points permet de positionner les individus dans l'espace factoriel de l'ACP présentée plus haut. On a considéré ici que chaque année était un individu et pouvait être identifiée comme centrale ou non dans l'adhésion globale au RN durant la période 2015-2024.

[3] Parmi de nombreux travaux sur ce point, on peut citer Dominique Andolfatto, Sylvain Crépon, Marion Fontaine, Florent Gougou, Hervé Favre, *Le Front national et les ouvriers : longue histoire ou basculement ?* Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016 ; Pascal Perrineau, *Cette France de gauche qui vote Front national*, Paris, Seuil, 2017.

Le vote RN n'est pas la projection mécanique du soutien au parti

Il demeure que le soutien apporté au RN n'implique pas nécessairement un vote en sa faveur. En moyenne, au premier tour des élections législatives de 2024, ceux qui appartiennent au niveau supérieur de l'indice de soutien ont voté pour les candidats RN à concurrence de 46% mais également pour les candidats d'Ensemble à 7%, pour ceux de LR à 6% et pour ceux de Reconquête ! à 2%, alors que 31% d'entre eux étaient abstentionnistes ou ont voté blanc et nul. On retrouve ici le rôle central de l'abstention comme vivier d'électeurs potentiels pour le RN, dans un continuum où des électeurs détachés de la vie politique et des élections peuvent se joindre de manière occasionnelle à un électorat fidèle dont ils partagent la sociologie⁴.

Ces proportions moyennes ne varient qu'assez peu dans les trois catégories étudiées. Néanmoins, la sociologie du vote reste plus complexe que la réception d'un parti politique puisqu'on observe, même au sein de ceux qui soutiennent fortement le RN, des divergences significatives. Les ouvriers sont les plus nombreux à voter en proportion pour le RN (51%) et les moins nombreux à choisir les candidats LR (4%) ou Ensemble (3%) alors que leur niveau d'abstention est celui de la moyenne (31%). Les cadres actifs sont les plus nombreux à s'abstenir ou à voter blanc et nul (37%) et les moins nombreux à voter pour le RN (42%). Quant aux retraités, ils sont les moins nombreux à s'abstenir ou à voter blanc et nul (21%), votent autour de la moyenne pour le RN (47%), et sont les plus nombreux à voter pour les candidats d'Ensemble (15%), de LR (9%) et de Reconquête ! (3%).

[4] Luc Rouban, Une France de gauche vote-t-elle à droite ? À la recherche de l'électeur de gauche caché, *Note de recherche, Élections européennes et élections législatives 2024*, vague 7 de l'enquête électorale, note 22, novembre 2024, 13 p., https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Noteelectionseuropeennesetlegislatives_LR_rechercheelecteurgauc_hecaché_novembre2024_VF.pdf

Conclusion

L'étude des temporalités dans lesquelles s'inscrit le soutien au RN dans la société française montre que les explications simplistes ne suffisent plus pour comprendre son succès électoral historique lors de l'élection présidentielle de 2022 comme des élections législatives de 2024. Le vote RN n'est plus le vote FN et ne se réduit ni à un vote de pauvres, ni à un vote populiste, ni à un vote fasciste, ni à un vote de racistes systémiques⁵. Son implantation dans la vie politique française s'est sensiblement accélérée après la fin de la crise de la Covid-19 lorsque les enjeux sociaux mis en avant par la crise des Gilets jaunes, comme la mobilité sociale et la volonté d'émancipation économique, qui n'ont pas trouvé de réponse dans le macronisme qui les avait pourtant bien diagnostiqués en 2016, ont ressurgi et mobilisé au-delà du monde ouvrier, touchant les cadres comme les retraités. Le soutien au RN s'est affirmé, alors que le rejet de l'immigration comme des religions juives et musulmanes diminuait mais qu'augmentait en revanche le rejet de la mondialisation. Celle-ci est considérée par un nombre grandissant d'électeurs de tous milieux comme une menace sur leur pouvoir d'achat, leur avenir professionnel ou celui de leur descendance. Le soutien au RN est devenu multi-factoriel mais il recouvre bien, à la mesure de son extension, un glissement qui voit les enjeux socio-économiques prendre de plus en plus la place des enjeux sociétaux.

Les enquêtes du dispositif Fractures françaises sont menées par le Cevipof en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde, le terrain ayant été effectué par Ipsos sur la base d'échantillons représentatifs construits sur la base de quotas.

Pour le détail de la composition de l'échantillon de chaque vague voir les informations figurant sur le site du Cevipof à la page de l'enquête Fractures françaises :
<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/enquete-fractures-francaises/>

[5] Luc Rouban, *Les ressorts cachés du vote RN*, Paris, Presses de Sciences Po, 2024.